

# **C**onjoncture française



# Retour sur la précédente prévision

Au troisième trimestre 2016, le produit intérieur brut (PIB) a progressé comme attendu dans le Point de conjoncture d'octobre 2016 (+0,2 %). La demande intérieure hors stocks a faiblement contribué à la croissance (+0,1 point) : la consommation des ménages a stagné, quasiment comme prévu (+0,1 % anticipé), l'investissement des entreprises a surpris à la baisse (-0,4 % contre +0,1 %), tandis que l'investissement résidentiel (+0,6 % contre +0,1 %) et public (+1,1 % contre -1,3 %) ont été plus dynamiques que prévu. Les échanges extérieurs ont davantage pénalisé la croissance (-0,6 point) que prévu (-0,2 point). En contrepartie, les variations de stocks y ont plus contribué (+0,7 point) qu'attendu (+0,3 point). La prévision de croissance pour le quatrième trimestre est inchangée par rapport au Point de conjoncture d'octobre (+0,4 %).

Au troisième trimestre, l'emploi marchand a été plus dynamique qu'anticipé : +51 000 contre +32 000 prévu. Dans le même temps, le taux de chômage en France métropolitaine a atteint 9,7 % contre 9,6 % attendu. En novembre 2016, l'inflation d'ensemble s'est établie à +0,5 % d'après l'estimation provisoire, comme prévu. La prévision pour décembre est légèrement rehaussée (+0,7 % contre +0,6 %).

## Au troisième trimestre, l'activité a progressé comme prévu

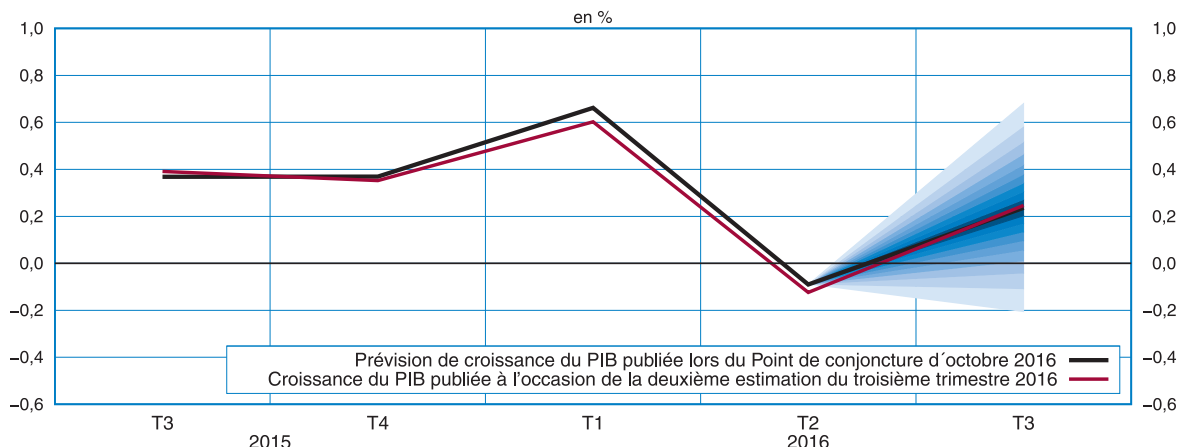
Au troisième trimestre 2016, le produit intérieur brut a légèrement augmenté, comme attendu dans le Point de conjoncture d'octobre 2016 (+0,2 % après -0,1 %). La production a augmenté un peu plus que prévu (+0,5 % contre +0,4 %). Elle a déçu dans l'industrie manufacturière (+0,6 % contre +1,0 % attendu), l'agriculture (-0,5 % contre +0,4 %) et l'énergie, eau, déchets (-2,5 % contre -0,7 %). En revanche, elle a surpris à la hausse dans la construction, en atteignant sa plus forte progression trimestrielle depuis mi-2013 (+1,0 % contre -0,1 % prévu). La production des services marchands (hors commerce) a aussi augmenté davantage que prévu (+0,9 % contre +0,5 %).

## La demande intérieure a faiblement contribué à la croissance, comme prévu

La contribution de la demande intérieure hors stocks à la croissance s'est avérée très faible (+0,1 point), comme prévu. La consommation des ménages a stagné, quasiment comme attendu (+0,1 %) : la légère différence provient principalement de la consommation en biens manufacturés (-0,1 % contre +0,1 % attendu) et en énergie, eau, déchets (-3,4 % contre -2,8 %). En revanche, la consommation de services marchands est quasiment en ligne avec la prévision (+0,4 % contre +0,3 %).

L'investissement des ménages a augmenté plus qu'anticipé (+0,6 % contre +0,1 %), l'écart provenant surtout d'une révision importante de l'indicateur sur le logement neuf qui s'avère plus

Graphique des risques associés au Point de conjoncture d'octobre 2016 et croissance réalisée



Source : Insee

dynamique sur les trimestres passés. L'investissement public a surpris par son accélération (+1,1 % contre -1,3 %) notamment en travaux publics. En revanche, l'investissement total des entreprises non financières a un peu déçu (-0,4 % contre +0,1 %) : leurs dépenses en produits manufacturés ont bien plus diminué qu'anticipé, ce qui n'a pas été complètement compensé par leurs achats en construction et en services, pourtant plus allants qu'attendu.

Le solde extérieur a été plus défavorable à l'activité qu'anticipé (-0,6 point contre -0,2 point). En effet, les importations ont à nouveau été plus fortes que prévu (+2,5 % contre +0,7 % prévu), tant celles de biens (+3,4 % contre +1,3 %) que de services (-0,6 % contre -1,2 %). Les exportations ont également surpris à la hausse mais bien plus modérément (+0,5 % contre +0,1 %). Les exportations de biens ont été en ligne avec la prévision (+0,5 %) : la meilleure tenue des exportations de produits manufacturés compense un repli plus fort qu'attendu des ventes de produits agricoles, liées aux mauvaises récoltes de l'été. Les exportations de services ont, quant à elles, surpris à la hausse (+0,4 % contre -1,0 %). En contrepartie, les variations de stocks ont plus fortement contribué à la croissance que prévu (+0,7 point contre +0,3 point).

### La prévision de croissance pour le quatrième trimestre 2016 est inchangée

La prévision de croissance pour le quatrième trimestre 2016 est inchangée par rapport au *Point de conjoncture* d'octobre (+0,4 %).

Au quatrième trimestre, la production manufacturière croîtrait moins que prévu dans le *Point* d'octobre (+0,1 % contre +0,4 %). En particulier, la production de la branche raffinerie serait pénalisée par la fermeture progressive pour reconversion du site de la Mède. La prévision de valeur ajoutée manufacturière est légèrement abaissée (+0,3 % contre +0,4 %).

La demande intérieure tirerait la croissance comme prévu dans le *Point* d'octobre (+0,5 point). La prévision de consommation totale des ménages est inchangée (+0,5 %) : elle est inchangée en biens manufacturés (+0,6 %), légèrement abaissée en services (+0,3 % contre +0,4 %), tandis qu'elle est rehaussée en énergie (+1,9 % contre 0,0 %). La prévision d'investissement des entreprises est légèrement revue en baisse (+0,5 % contre +0,8 %). Cependant, la prévision d'investissement des ménages est rehaussée

(+0,6 % contre +0,3 %) tandis que celle d'investissement des administrations publiques est inchangée (+0,3 %).

Le commerce extérieur serait neutre sur l'activité, alors qu'une contribution faiblement négative avait été anticipée dans le *Point* d'octobre (-0,1 point). Les importations seraient moins dynamiques qu'escompté (+0,2 % contre +1,0 %), essentiellement du fait des importations en produits manufacturés. La révision à la baisse des exportations est moins ample (+0,3 % contre +0,8 %). En particulier, les exportations d'énergie, eau, déchets se contracteraient fortement (-10,0 % contre +0,2 %), et les exportations manufacturières augmenteraient moins que prévu dans le *Point* d'octobre. En contrepartie, la contribution des variations des stocks serait quant à elle légèrement négative (-0,1 point), alors qu'une contribution neutre était attendue dans le *Point* d'octobre.

### L'emploi marchand a été plus dynamique qu'anticipé

Au troisième trimestre 2016, l'emploi marchand a été plus dynamique qu'anticipé : +51 000 contre +32 000 prévu. Cette surprise provient presque uniquement de l'intérim, nettement plus allant qu'attendu (+30 000 contre +12 000). Dans le même temps, le taux de chômage en France métropolitaine a légèrement augmenté, à 9,7 %, contre une stabilité à 9,6 % dans le scénario d'octobre.

Au quatrième trimestre, l'emploi serait un peu moins dynamique qu'anticipé initialement dans le *Point* d'octobre (+29 000 contre +34 000). Le taux de chômage s'établirait à 9,6 % en France métropolitaine, contre 9,5 % prévu dans le *Point* d'octobre.

### La prévision d'inflation d'ensemble pour décembre est quasiment inchangée

En novembre 2016, l'inflation d'ensemble s'est établie à +0,5 % d'après l'estimation provisoire, conformément à ce qui était prévu. Pour la fin de l'année, la prévision d'inflation d'ensemble est légèrement rehaussée (+0,7 % en décembre contre +0,6 %), tandis que l'inflation sous-jacente serait un peu plus basse que prévu en octobre (+0,5 % contre +0,6 %), surtout du fait du prix des automobiles qui a plus reculé que prévu à l'automne. ■

# Production

Au troisième trimestre 2016, le produit intérieur brut a légèrement rebondi, progressant de 0,2 % après avoir quasiment stagné au deuxième trimestre (-0,1 %). La production totale de biens et de services s'est redressée plus nettement (+0,5 % après -0,2 %), pour presque toutes les branches d'activité.

À l'automne, le climat des affaires est stable, au-dessus de sa moyenne de long terme. En novembre, il demeure au-dessus de sa moyenne dans l'industrie et les services et s'améliore de nouveau dans le bâtiment.

Dès lors, la production totale de biens et de services augmenterait de 0,4 % au quatrième trimestre 2016. Affectée par l'arrêt de raffineries, elle s'infléchirait un peu au premier trimestre 2017 (+0,3 %) puis progresserait plus nettement au deuxième (+0,5 %).

## La production de biens et de services progresserait modérément d'ici mi-2017

Après s'être repliée au deuxième trimestre 2016 (-0,2 %), la production totale de biens et de services s'est redressée au troisième trimestre (+0,5 %), portée par le regain de dynamisme dans la construction (+1,0 % après -0,3 %), les services marchands hors commerce (+0,9 % après -0,1 %) et l'industrie manufacturière (+0,6 % après -1,0 % ; [tableau](#)). Depuis mi-2015, le climat

général des affaires en France demeure légèrement au-dessus de sa moyenne de long terme (102 en novembre ; [graphique 1](#)). En novembre, les climats des affaires dans l'industrie et les services sont au-dessus de leur normale, celui du bâtiment s'en est rapproché.

La production totale de biens et de services augmenterait de nouveau au quatrième trimestre 2016, à un rythme analogue à celui de fin 2015-début 2016 (+0,4 %). Elle s'infléchirait légèrement (+0,3 %) du fait d'un repli de la production manufacturière au premier trimestre 2017, avant d'accélérer au printemps (+0,5 %). L'activité de la construction, du commerce et des services progresserait régulièrement de fin 2016 à mi-2017.

En moyenne sur l'année 2016, la production totale des biens et des services croîtrait légèrement plus qu'en 2015 (+1,4 % après +1,3 %). Avec le rebond de la construction, la branche agricole, pénalisée par des conditions climatiques défavorables au printemps, serait la seule branche en recul en 2016 ([éclairage](#)). Pour 2017, l'acquis de croissance de la production totale serait déjà de +1,2 % à mi-année.

## La production manufacturière serait quasi stable fin 2016

Après un recul au deuxième trimestre 2016 (-1,0 %), la production manufacturière s'est redressée au troisième trimestre 2016 (+0,6 %). Ce rebond provient principalement de la

### Production par branche aux prix de l'année précédente chaînés

variations T/T-1 (en %), données CJO-CVS

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2015				2016				2017		2015	2016	2017 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Agriculture (2 %)	-1,3	-1,1	-0,8	-0,9	-1,0	-0,4	-0,5	1,3	2,6	1,9	-2,2	-2,6	4,8
Branches manufacturières (20 %)	0,9	-0,2	0,4	0,7	0,1	-1,0	0,6	0,1	-0,2	0,7	1,5	0,3	0,5
Énergie, eau, déchets (4 %)	3,7	-1,8	1,3	-0,2	0,8	0,8	-2,5	0,0	0,3	0,2	1,8	0,2	-0,6
Construction (8 %)	-0,5	-0,2	-0,7	0,6	0,4	-0,3	1,0	0,4	0,3	0,4	-2,2	0,8	1,4
Commerce (10 %)	1,1	0,4	0,7	0,5	1,2	-0,4	0,2	0,5	0,4	0,5	3,0	2,0	1,2
Services marchands hors commerce (41 %)	0,5	0,1	0,5	0,7	0,9	-0,1	0,9	0,5	0,4	0,5	1,6	2,2	1,6
Services non marchands (15 %)	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	1,0	1,2	0,9
<b>Total (100 %)</b>	<b>0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>1,2</b>

Prévision

Pondérations construites à partir de la production annuelle en valeur, en 2015.

Source : Insee

## Conjoncture française

cokéfaction-raffinage (+13,6 % après -12,8 %) et des « autres industries » (+0,7 % après -0,4 %), branches affectées par des mouvements sociaux au deuxième trimestre. En revanche, la production de matériels de transport s'est repliée (-3,2 % après +1,4 %).

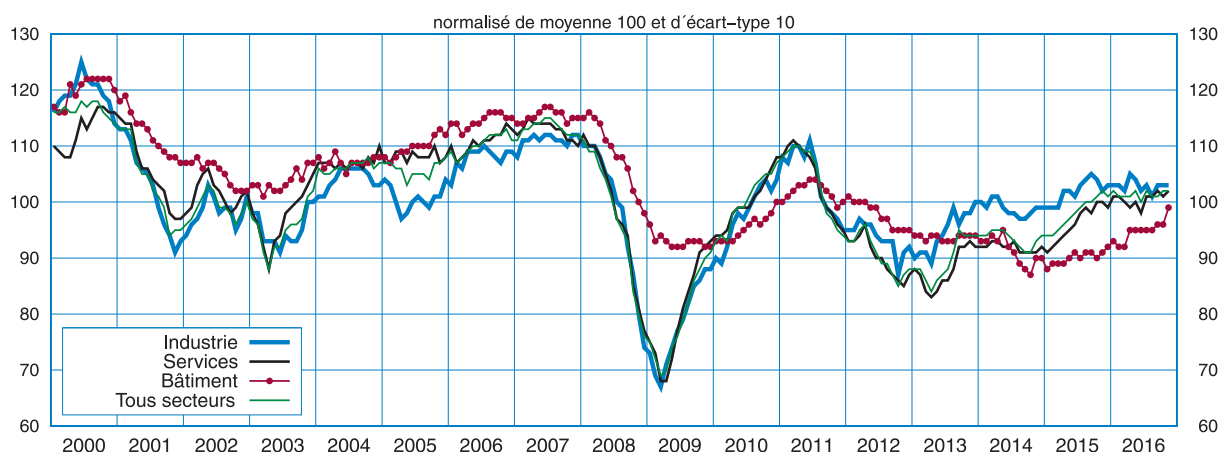
Au quatrième trimestre 2016, l'activité manufacturière serait quasi stable (+0,1 %). L'acquis de croissance trimestrielle en octobre de l'indice de production industrielle (IPI) est nettement négatif ; toutefois, le climat des affaires est favorable dans l'industrie, les soldes d'opinion sur l'activité personnelle se situant notamment au-dessus de leur moyenne de longue période. Dans le détail, l'activité rebondirait dans les matériels de transport (+1,5 % après -3,2 %), le climat sous-sectoriel étant nettement au-dessus de sa moyenne de long terme. Elle croîtrait comme au troisième trimestre dans les biens d'équipement (+0,6 %), le climat des affaires correspondant retrouvant sa moyenne de long terme. L'activité

serait quasi stable dans l'agroalimentaire (+0,1 %) et les « autres industries » (+0,1 %), les climats des affaires associés étant stables en novembre. En revanche, la fermeture d'une raffinerie fin novembre pèse sur la production manufacturière d'ensemble ; la production de cokéfaction-raffinage reculerait de 3,4 %, contribuant pour -0,2 point à l'évolution de la production manufacturière.

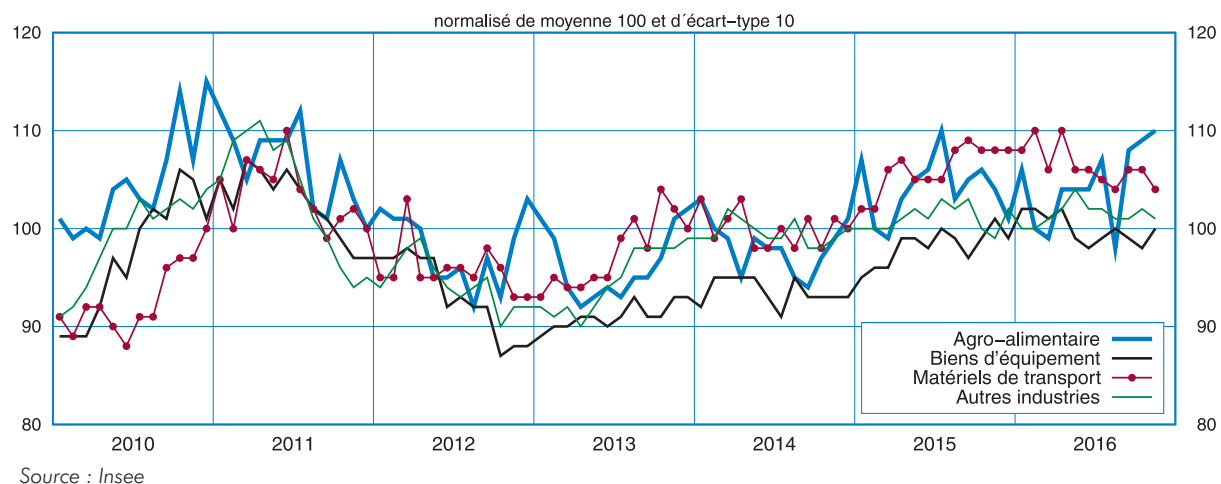
Au premier semestre 2017, le rythme d'activité des raffineries influencerait le profil d'ensemble : l'activité manufacturière marquerait le pas au premier trimestre (-0,2 %) puis rebondirait au deuxième trimestre (+0,7 %).

En moyenne, la production manufacturière ralentirait nettement en 2016 : +0,3 % après +1,5 %, notamment du fait d'un repli dans l'agroalimentaire et le raffinage. L'acquis de croissance pour 2017 s'établirait à +0,5 % à l'issue du deuxième trimestre.

### 1 – Climat des affaires en France : tous secteurs, dans l'industrie, les services et le bâtiment



### 2 – Climats des affaires sous-sectoriels dans l'industrie



## Après un net repli au troisième trimestre 2016, la production d'énergie stagnerait fin 2016

La production d'énergie, dont le profil dépend beaucoup des dépenses de chauffage, avait été dynamique au premier semestre 2016 (+0,8 % par trimestre), en raison de températures inférieures à la normale ; elle s'est ensuite nettement repliée au troisième trimestre (-2,5 %), sous l'effet d'un retour à la normale puis de températures douces pour la saison en septembre. Au quatrième trimestre 2016, elle stagnerait car l'arrêt temporaire de plusieurs réacteurs limite nettement la capacité de la branche à exporter. Sous l'hypothèse de conditions climatiques normales, elle augmenterait faiblement au premier semestre 2017 (+0,3 % au premier trimestre puis +0,2 % au deuxième). Sur l'année 2016, la production d'énergie progresserait moins vite qu'en 2015 (+0,2 % après +1,8 %). Mi-2017, l'acquis de croissance annuelle pour 2017 serait de -0,6 %.

## Dans la construction, l'activité a renoué avec la croissance en 2016 et poursuivrait sur sa lancée début 2017

Au troisième trimestre 2016, la production en construction a rebondi (+1,0 % après -0,3 %), surtout dans les travaux publics. Dans une moindre mesure, l'activité dans le bâtiment a également accéléré.

Le nombre de permis de construire se redresse depuis début 2015. Dans l'enquête de conjoncture auprès des chefs d'entreprise du bâtiment, le solde d'opinion sur l'activité prévue est repassé au-dessus de sa moyenne de long terme depuis le printemps 2016 (*graphique 3*). Toutefois, les perspectives d'activité s'assombrissent un peu dans l'artisanat du bâtiment. Dans les travaux publics, l'opinion des entrepreneurs concernant leur activité se détériore légèrement, le solde correspondant restant cependant bien au-dessus de sa moyenne de long terme. En outre, le nombre de mois de travail assurés par les commandes en cours y baisse au quatrième

trimestre. Par conséquent, un ralentissement est attendu dans les travaux publics. La production totale de la construction décélérerait au quatrième trimestre 2016 (+0,4 %) puis progresserait quasiment sur ce rythme au premier semestre 2017 (+0,3 % au premier trimestre puis +0,4 % au deuxième).

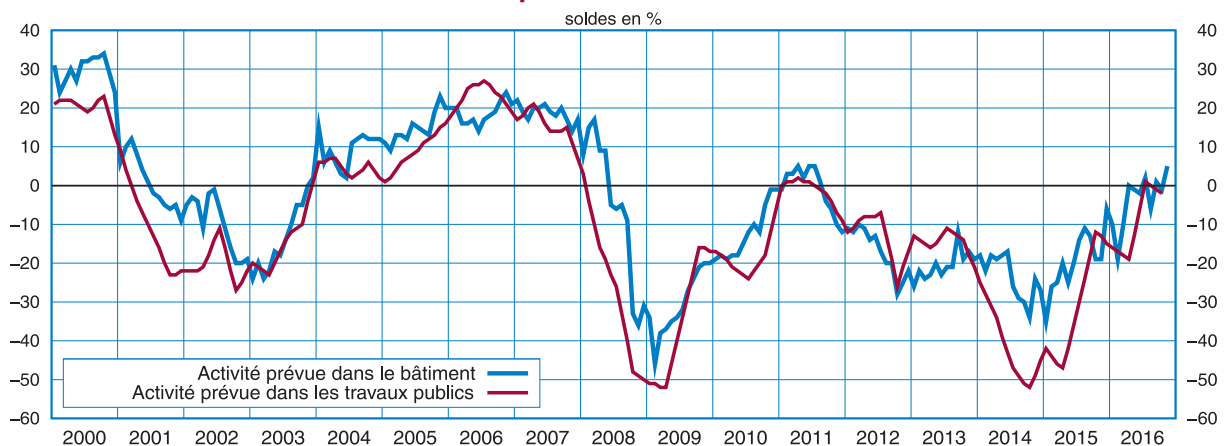
Sur l'ensemble de l'année 2016, la production en construction rebondirait (+0,8 %) après deux années de fort recul (-2,7 % en 2014, -2,2 % en 2015). Mi-2017, l'acquis de croissance pour l'année serait déjà de +1,4 %.

## Dans les services marchands hors commerce, l'activité décélérerait mais resterait solide

Au troisième trimestre 2016, la production de services marchands hors commerce a nettement accéléré (+0,9 %) après avoir quasiment stagné au deuxième trimestre. Elle a accéléré dans les transports (+1,1 % après +0,1 %) et l'information-communication (+1,4 % après 0,0 %). Elle a rebondi dans les services aux entreprises (+0,8 % après -0,2 % et l'hébergement-restauration (+0,8 % après -0,4 %). Elle s'est légèrement redressée dans les autres activités de services (+0,3 % après -1,0 %).

Après avoir oscillé autour de sa moyenne de long terme (100) depuis fin 2015, le climat des affaires dans les services s'améliore légèrement en novembre, à 102. Grâce au rebond dans l'hébergement-restauration, plus aucun climat sous-sectoriel ne se trouve sous sa normale (*graphique 4*). Au quatrième trimestre, l'activité dans les services marchands hors commerce ralentirait tout en restant solide (+0,5 %). Elle progresserait ensuite à un rythme similaire au premier semestre 2017 (+0,4 % au premier trimestre, +0,5 % au deuxième trimestre). Sur l'ensemble de l'année 2016, la production de services marchands hors commerce augmenterait de 2,2 %, une hausse supérieure à celle de 2015 (+1,6 %). Mi-2017, l'acquis de croissance pour l'année serait déjà de +1,6 %.

### 3 - Activité prévue dans la construction



Source : Insee

### L'activité commerciale accélérerait un peu fin 2016, puis garderait une allure modérée début 2017

Au troisième trimestre 2016, l'activité commerciale a légèrement rebondi (+0,2 % après -0,4 %), grâce notamment aux marges sur exportations de produits manufacturés.

En novembre, le climat des affaires fléchit dans le commerce de gros. En revanche, celui du commerce de détail et d'automobiles se redresse ; il est au-dessus de son niveau moyen depuis début 2015, surtout tiré par le commerce automobile.

Grossistes et détaillants sont assez optimistes sur leurs perspectives d'activité. Dans le commerce de gros, les soldes d'opinion relatifs à l'activité prévue, en France ou à l'international, restent à leur moyenne ou au-dessus. Dans le commerce de détail, les perspectives de vente et les intentions de commandes sont également bien orientées.

Dans ce contexte, l'activité dans le commerce accélérerait un peu fin 2016 (+0,6 %), portée par un regain de dépenses des ménages en produits

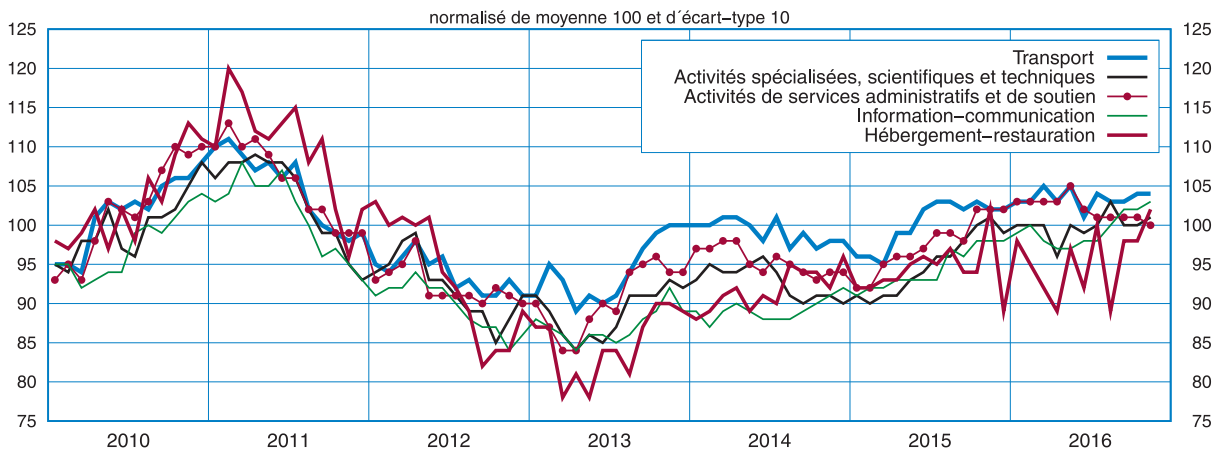
manufacturés. L'activité commerciale continuerait de croître à allure modérée au premier semestre 2017 (+0,4 % au premier trimestre puis +0,5 % au deuxième trimestre).

En moyenne annuelle, la production de services commerciaux ralentirait en 2016 : +2,0 % après +3,0 %. L'acquis de croissance annuelle à la fin du premier semestre 2017 s'établirait à +1,2 %.

### Services principalement non marchands : l'activité augmenterait modérément

La croissance des services principalement non marchands s'est maintenue au troisième trimestre 2016 (+0,3 %). Elle se maintiendrait de nouveau au quatrième trimestre (+0,3 %) et garderait ce rythme au premier semestre 2017. Au total sur l'année, l'activité des branches non marchandes croîtrait de 1,2 % en 2016, après +1,0 % en 2015. Mi-2017, l'acquis de croissance annuelle serait de +0,9 %.

#### 4 – Climats des affaires sous-sectoriels dans les services



Source : Insee

## Les mauvaises récoltes coûteraient 0,2 point de croissance annuelle en 2016

### En 2016 la production agricole reculerait fortement

En 2016, la production de la branche agricole reculerait nettement, de 6,3 % en moyenne sur l'année<sup>1</sup>, après déjà 2,2 % en 2015. Le recul provient principalement de la production végétale (*graphique 1*), qui représente environ 60 % de la production agricole et qui diminuerait de 10 % en moyenne sur l'année<sup>2</sup> (après -4 % en 2015).

En particulier, les cultures céréalières (environ un quart de la production végétale) chuteraient de près de 25 % en 2016, après avoir été quasi stables en 2015. Principalement, les rendements de blé tendre baisseraient d'environ un tiers en raison du manque de chaleur et de luminosité et de l'excès d'humidité en mai, durant sa période de floraison, puis de la très faible pluviométrie à l'été. Dans une moindre mesure, la production d'orge diminuerait à cause de la forte pression parasitaire cette année. De plus, la production de vin (environ un quart de la production végétale) reculerait de 9 % en 2016 (après -1 % en 2015), à cause notamment du gel au printemps et du mildiou, qui a touché plusieurs bassins viticoles (Champagne, Bourgogne, Val de Loire), ainsi que de la sécheresse en zone méditerranéenne. Des dégâts causés par la grêle en Charente, Bourgogne-Beaujolais et Languedoc-Roussillon ont également amoindri le potentiel de production.

Les autres types de production végétale (plantes industrielles, fourragères, pommes de terre, produits maraîchers, fruits) baisseraient aussi en 2016, mais avec une ampleur nettement moindre (-2 %). Leur repli était déjà conséquent en 2015 (-7 %), mais il faisait suite à des récoltes exceptionnelles en 2014.

La production animale, qui représente environ un tiers de la branche agricole, fléchirait de façon beaucoup plus modérée ; son acquis de croissance pour l'année 2016 s'établit à -0,6 % au troisième trimestre.

### Un recul comparable à celui de 2003

En 2016, la production agricole baisserait un peu moins fortement qu'en 2003 (-6,3 % contre -8,0 %), année qui avait été marquée par une sécheresse importante à l'été. En particulier, la baisse de la production végétale serait un peu moins abrupte qu'en 2003 (-10 % contre -13 %). En effet, le niveau des récoltes céréalières de 2016 serait pratiquement aussi bas qu'en 2003 mais celui des autres productions végétales serait plus élevé qu'il y a treize ans.

### En supposant des conditions climatiques normales, la production agricole rebondirait en 2017

Après deux années de baisse, la production de la branche agricole a un potentiel de rebond en 2017. En supposant un retour à la normale des conditions climatiques, la production augmenterait de 5,7 %. De même, en 2004, elle avait fortement rebondi (+12,0 % après -8,0 %), du fait de la production végétale (*graphique 1*).

### Le rebond de la valeur ajoutée de la branche agriculture pourrait être plus marqué

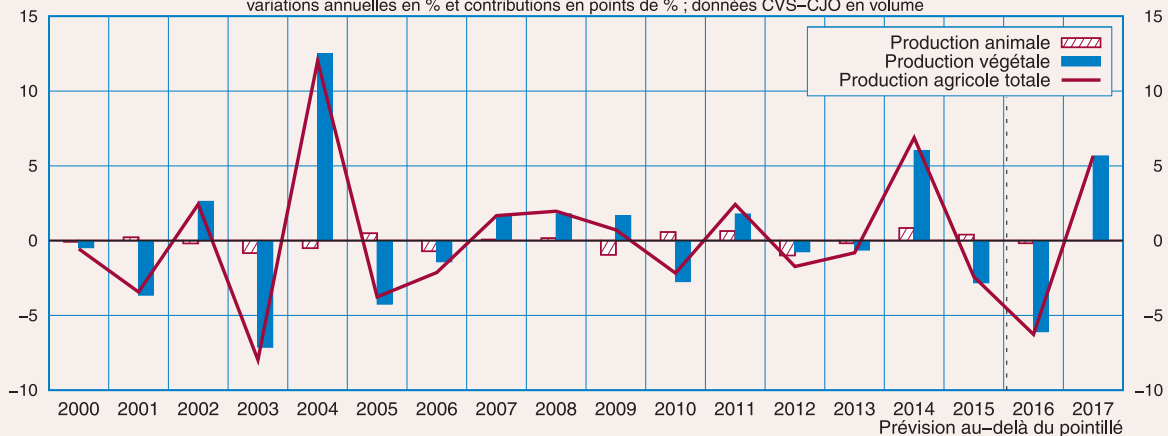
Les consommations intermédiaires de la branche agricole étant par nature moins volatiles que sa production, dont les variations dépendent pour une large part de facteurs exogènes (conditions climatiques, maladies, parasites), les fluctuations de sa valeur ajoutée sont en général plus marquées (*graphique 2*). Ainsi, en 2003, alors que la production agricole avait baissé de 8,0 %, la valeur ajoutée agricole avait chuté de 15,2 %. En 2016, la valeur ajoutée reculerait de 13,0 %, environ deux fois plus que la production ; en 2017, sous l'hypothèse de conditions climatiques normales, le rebond de la valeur ajoutée pourrait lui aussi quasiment doubler (+11 %) celui de la production (+5,7 %).

1. Les estimations de la production agricole ici estimée s'appuient sur « Les comptes prévisionnels de l'agriculture pour 2016 », Insee Première de décembre 2016. Une partie du recul de la production agricole en 2016 est déjà présente dans les comptes nationaux trimestriels publiés fin novembre. L'ensemble de l'information disponible sera intégrée lors de la publication des résultats détaillés du troisième trimestre le 23 décembre 2016.

2. Données en volume à prix constants valorisées au prix producteur.

**1 - L'évolution de la production agricole totale, contributions des productions**

variations annuelles en % et contributions en points de % ; données CVS-CJO en volume



Source : Insee

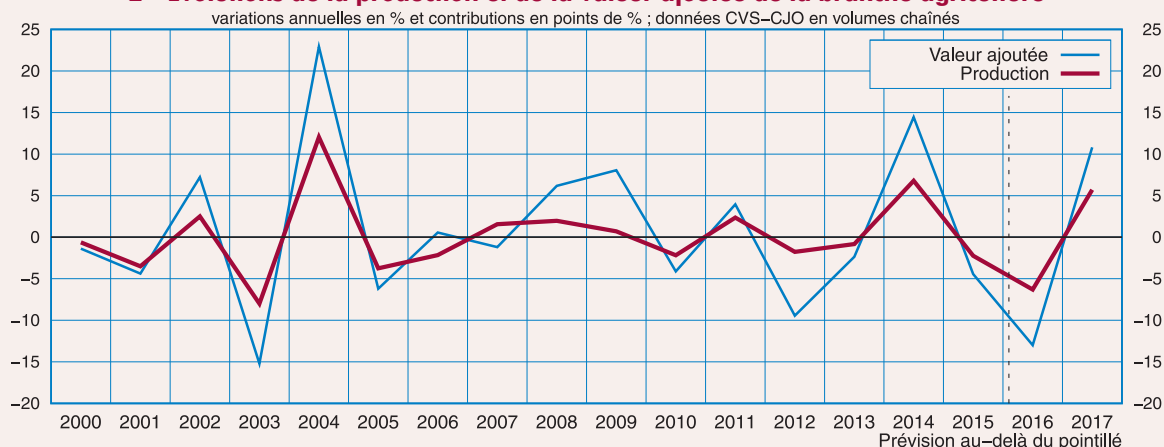


## Après avoir ôté 0,1 point de croissance en 2015 et 0,2 point en 2016, la branche agricole pourrait contribuer à l'accélération du PIB en 2017

En 2015, le repli de la production agricole a ôté environ 0,1 point de croissance du produit intérieur brut (PIB ; *graphique 3*). La contribution de la branche

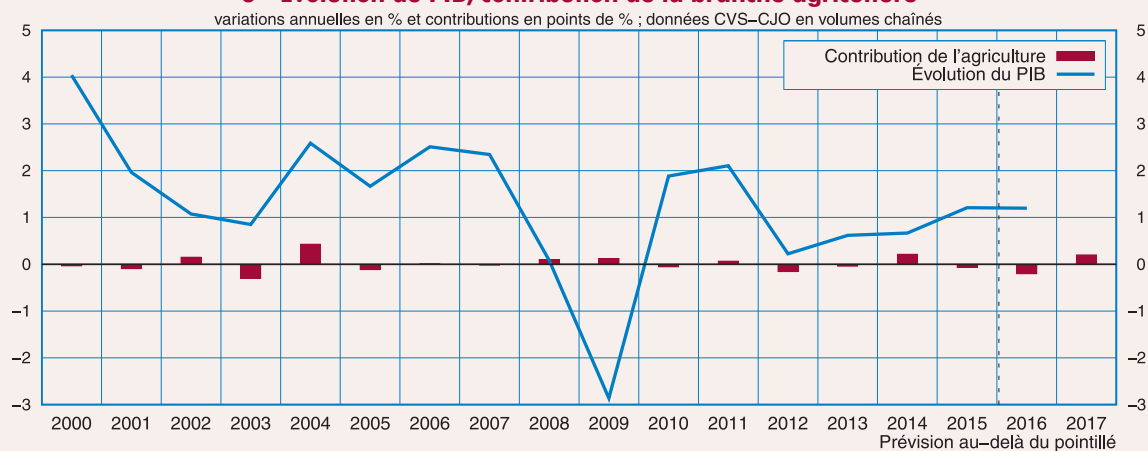
pèserait plus encore en 2016, à hauteur de -0,2 point. En 2017, sous l'hypothèse d'un retour à des conditions climatiques normales, la branche agricole contribuerait pour +0,2 point à la hausse annuelle du PIB, soit +0,4 point en accélération. L'effet serait toutefois moins fort qu'il y a treize ans : la production agricole avait contribué pour +0,7 point à une accélération du PIB de 1,7 point entre 2003 et 2004. ■

### 2 - Évolutions de la production et de la valeur ajoutée de la branche agricole



Source : Insee

### 3 - Évolution du PIB, contribution de la branche agricole



Source : Insee

# Environnement international de la France

*Dans les économies émergentes, le climat des affaires s'améliore peu à peu. Leurs importations se relèveraient graduellement d'ici mi-2017, contribuant à un timide redémarrage du commerce mondial. Dans les économies avancées, le climat des affaires résiste aux incertitudes politiques et la croissance resterait solide.*

*Avec la stabilisation des cours du pétrole, l'inflation se relève dans quasiment toutes les économies avancées. Aux États-Unis, la hausse des prix dépasserait le seuil de 2 % et la Réserve fédérale relèverait progressivement ses taux directeurs. Au Royaume-Uni, les prix s'élèveraient plus rapidement du fait de la dépréciation de la livre depuis le vote pro-Brexit. Dans la zone euro, l'inflation resterait contenue, autour de 1,2 % sur un an, et n'éroderait que modérément le pouvoir d'achat des ménages qui bénéficieraient d'un marché du travail encore dynamique. Leurs dépenses d'investissement en logement et leur consommation resteraient solides. L'investissement des entreprises serait allant, avec des conditions de financement favorables. L'accroissement de la demande mondiale adressée à la France reposerait ainsi principalement sur le dynamisme de ses principaux partenaires de la zone euro.*

## La situation des pays émergents s'améliorerait d'ici mi-2017

Le climat des affaires dans les pays émergents s'améliore depuis l'été (*graphique 1*). Grâce à la stabilisation des prix des matières premières, les devises des pays producteurs (Russie et Brésil notamment) ont cessé de se déprécier, l'inflation s'est modérée et les pertes de pouvoir d'achat des

ménages se sont atténuées. Les économies émergentes reprendraient ainsi de l'élan d'ici mi-2017 tout en restant beaucoup moins dynamiques que durant la décennie 2000. En Chine, l'activité resterait solide grâce à de puissants soutiens publics qui dopent notamment l'investissement en construction. Au Brésil, la récession se prolongerait mais serait moins sévère et, en Russie, l'activité se stabiliserait après une année 2015 en nette contraction. En Turquie, passé un trou d'air à l'été lié aux conséquences du coup d'État avorté, l'activité retrouverait progressivement plus de vigueur. Enfin, la croissance des pays de l'Europe de l'Est et de l'Inde resterait dynamique.

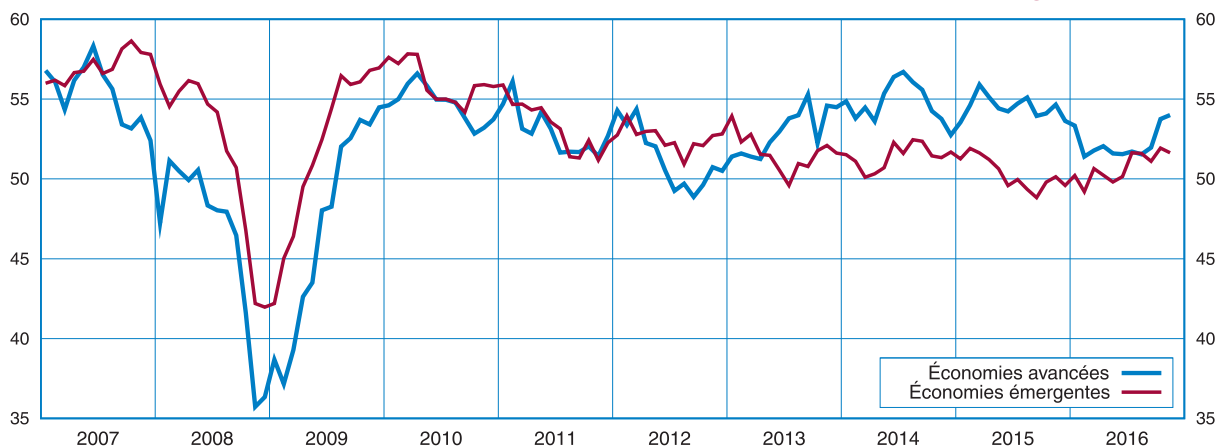
## Le commerce mondial s'est modestement redressé

Le commerce mondial s'est replié au premier trimestre 2016 (-0,5 %) et s'est modérément redressé au deuxième (+0,7 %), pénalisé par l'atonie persistante des économies émergentes et le ralentissement marqué des importations américaines. Au troisième trimestre, le commerce mondial a faiblement progressé (+0,3 %). Il accélérerait à +0,8 % par trimestre jusqu'à mi-2017 à la faveur du redémarrage des demandes émergente et américaine et malgré le ralentissement britannique. Au total, après une hausse de seulement +1,2 % en 2016, l'acquis de croissance des échanges mondiaux pour 2017 atteindrait déjà +2,4 % à mi-année.

## Le cours du pétrole resterait quasiment stable autour de 50 \$ le baril

Après avoir fortement baissé au premier trimestre 2016, le cours du baril de Brent a oscillé autour de 47 \$ durant les deuxième et troisième trimestres.

1 – Le climat des affaires se redresse dans les économies avancées et émergentes



Source : Markit

## Conjoncture française

Au troisième trimestre, la production de l'OPEP a fortement augmenté, notamment en Arabie Saoudite, en Irak et en Iran. Sous l'hypothèse que le cartel parvienne à appliquer l'accord annoncé cet automne, son offre se stabiliserait au premier semestre 2017. Aux États-Unis, la production pétrolière continuerait de baisser en raison de l'effondrement passé du nombre de forages. Avec la hausse des autres pays producteurs, l'offre serait stable jusqu'à mi-2017, alors que la demande de pétrole continuerait de croître à son rythme tendanciel. Ce resserrement du marché physique n'entraînerait pas de hausse des prix en raison du niveau élevé des stocks, notamment américains. Sur l'horizon de prévision, le cours du baril de Brent est donc figé à son dernier niveau connu début décembre (50 \$).

### Les orientations des politiques monétaires divergent

La stabilisation des cours du pétrole engendre un regain d'inflation dans les économies avancées, excepté au Japon où la forte appréciation du yen maintient l'inflation à un faible niveau. Aux États-Unis, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire hors énergie et produits alimentaires, dépasse le seuil de 2 % depuis début 2016 et l'inflation totale franchirait ce seuil avant mi-2017. Comme le marché du travail reste porteur, cette situation conduirait la Réserve fédérale à augmenter graduellement ses taux directeurs d'ici mi-2017. En zone euro, l'inflation augmenterait à un rythme annuel proche de +1,2 % (graphique 2), encore trop faible pour que la Banque centrale européenne modifie sa politique monétaire.

### L'activité du Royaume-Uni ralentirait

Au Royaume-Uni, l'inflation totale augmenterait encore nettement du fait de sa composante énergétique et de la dépréciation de la livre qui depuis le vote pro-Brexit de juin, renchérit les importations. Cette hausse de l'inflation provoquerait une inflexion du pouvoir d'achat des

ménages britanniques et par suite, de leur consommation. Côté entreprises, les enquêtes de conjoncture indiquent une nette baisse des intentions d'investir. Ainsi, la demande intérieure ralentirait fortement d'ici mi-2017. Après une croissance de +2,0 % en 2016, l'acquis pour l'activité britannique en 2017 serait seulement de +1,1 % à mi-année.

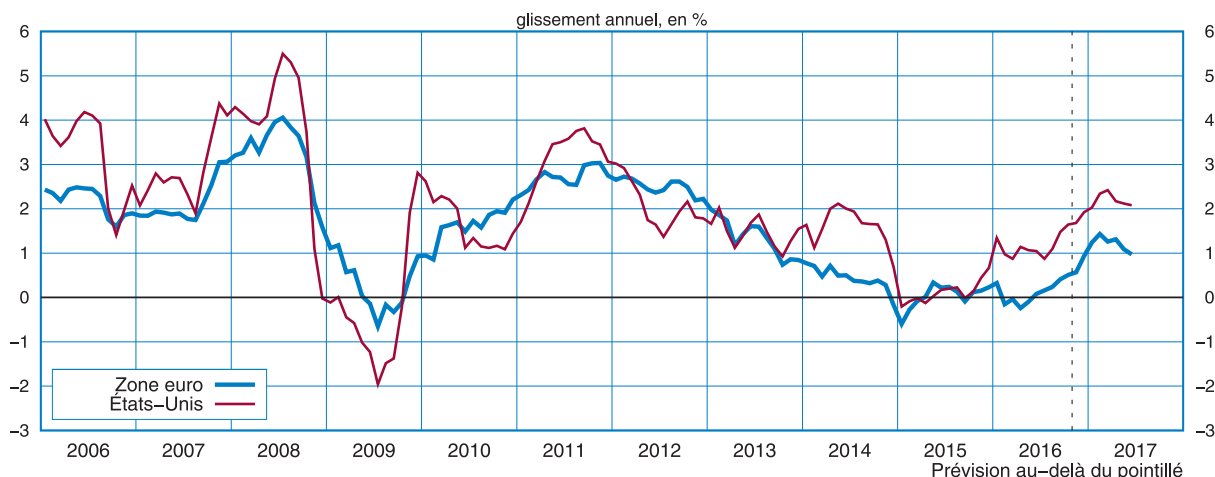
### La croissance retrouverait sa tendance aux États-Unis

Au troisième trimestre 2016, l'activité a accéléré aux États-Unis (+0,8 % après +0,4 %) entraînée notamment par le redémarrage de la demande des entreprises (investissement et variations de stocks). Au quatrième trimestre, le produit intérieur brut américain croîtrait quasiment autant (+0,6 %), du fait de la demande intérieure, notamment la poursuite du mouvement de restockage. Néanmoins, sur l'ensemble de l'année, l'activité ralentirait nettement (+1,6 % après +2,6 % en 2015), pénalisée par le recul de l'investissement des entreprises (-0,6 % après +2,1 %) et le fort mouvement de déstockage (contribution de -0,4 point). Les importations freineraient ainsi fortement (+0,7 % après +4,6 %). Au premier semestre 2017, l'activité ralentirait légèrement et retrouverait sa tendance (+0,5 % par trimestre). La consommation des ménages décélérerait un peu avec leur pouvoir d'achat, leur épargne de précaution ayant déjà beaucoup baissé avec la diminution du chômage jusqu'à un bas niveau. Inversement, l'investissement des entreprises accélérerait timidement début 2017 malgré le resserrement attendu des conditions de crédit.

### La croissance de la zone euro s'élèverait un peu

Dans la zone euro, la croissance est restée modérée au troisième trimestre (+0,3 %). D'ici mi-2017, l'activité accélérerait un peu (+0,4 % par trimestre), portée par le dynamisme de la

## 2 – L'inflation se redresserait avec la stabilisation du prix du pétrole



Sources : BLS, Eurostat

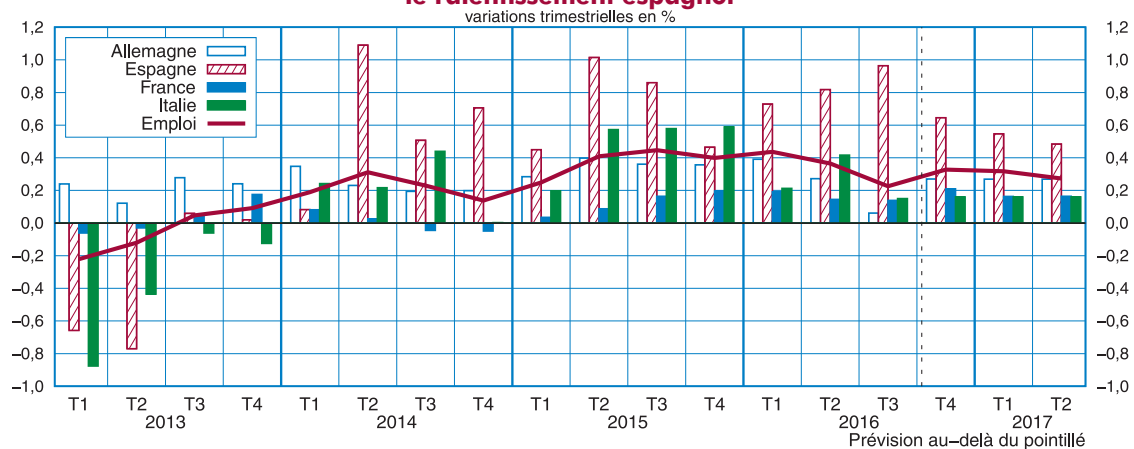
demande intérieure, notamment en Allemagne. Les incertitudes politiques internes à l'Union européenne (crise des réfugiés, absence prolongée de gouvernement en Espagne, conséquences du référendum en Italie, élections en France et en Allemagne) et externes (conséquence du vote pro-Brexit et de l'élection présidentielle américaine) ne semblent pas avoir entamé le climat des affaires qui reste élevé. L'investissement des entreprises augmenterait ainsi solidement début 2017. La consommation des ménages croîtrait encore nettement, malgré une légère inflexion de leur pouvoir d'achat. En effet, l'emploi continuerait de progresser, notamment grâce à la dynamique du marché du travail en Allemagne et en Espagne (*graphique 3*) et le taux

de chômage atteindrait 9,7 % mi-2017 contre 10,1 % un an plus tôt. Enfin, les dépenses d'investissement en construction continueraient de s'élever dans tous les pays de la zone, après avoir renoué avec la croissance en 2016 en France et en Italie.

### La demande mondiale adressée à la France redeviendrait soutenue, notamment en provenance de la zone euro

Dans ce contexte international, la demande mondiale adressée à la France augmenterait solidement (+0,8 % par trimestre après -0,1 % au troisième trimestre 2016). Ce dynamisme proviendrait principalement de la zone euro, notamment de l'Allemagne. ■

### 3 - L'emploi salarié de la zone euro augmenterait encore nettement malgré le ralentissement espagnol



Sources : Insee, Destatis, Istat, INE, Eurostat

### Environnement international

niveaux ; variations T/T-1 et N/N-1 en %

	2015				2016				2017		2015	2016	2017 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Change euro-dollar	1,13	1,10	1,11	1,10	1,10	1,13	1,12	1,08	1,06	1,06	1,11	1,11	1,06
Baril de Brent (en dollars)	55	63	51	45	35	47	47	50	50	50	53	45	50
<b>Commerce mondial</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>	<b>0,7</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>2,4</b>	<b>1,2</b>	<b>2,4</b>
Importations des économies avancées	1,8	0,0	0,7	1,0	0,2	0,3	0,4	0,8	0,8	0,8	4,0	1,9	2,3
Importations des économies émergentes	-2,6	0,4	0,7	-0,5	-1,9	1,3	0,1	0,8	0,8	0,8	-1,0	-0,5	2,4
<b>Demande mondiale adressée à la France</b>	<b>1,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,6</b>	<b>0,9</b>	<b>-0,1</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>3,4</b>	<b>2,0</b>	<b>2,2</b>
<b>Produit intérieur brut des économies avancées</b>	<b>0,6</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>2,1</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>
États-Unis	0,5	0,6	0,5	0,2	0,2	0,4	0,8	0,6	0,5	0,5	2,6	1,6	1,8
Japon	1,5	-0,1	0,2	-0,4	0,7	0,5	0,3	0,2	0,2	0,3	1,2	1,0	0,9
Royaume-Uni	0,3	0,5	0,3	0,7	0,4	0,7	0,5	0,3	0,3	0,2	2,2	2,0	1,1
Zone euro*	0,4	0,4	0,3	0,5	0,5	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	1,5	1,6	1,3
Allemagne	0,2	0,5	0,2	0,4	0,7	0,4	0,2	0,5	0,5	0,5	1,5	1,8	1,6
Espagne	1,0	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	3,2	3,2	2,1
Italie	0,3	0,3	0,1	0,2	0,4	0,1	0,3	0,1	0,2	0,2	0,6	0,9	0,6
Inflation de la zone euro (glissement annuel)	-0,3	0,2	0,1	0,2	0,1	-0,1	0,3	0,7	1,3	1,1	0,0	0,2	1,2
Taux de chômage de la zone euro au sens du BIT	11,2	11,0	10,7	10,5	10,3	10,1	10,0	9,9	9,8	9,7	10,9	10,1	9,7

Prévision

\*Zone euro hors Irlande car les comptes de ce pays présentent une rupture de série au premier trimestre 2015.

Source : Insee

# Échanges extérieurs

Au troisième trimestre 2016, les échanges mondiaux ont de nouveau modérément progressé (+0,3 % après +0,7 %) mais la demande mondiale adressée à la France a calé (-0,1 % après +1,2 %). Les exportations françaises ont rebondi (+0,5 % après -0,1 %), notamment avec l'accélération des produits manufacturés (+1,1 % après +0,8 %). Au quatrième trimestre, elles augmenteraient faiblement (+0,3 %), pénalisées par la chute des exportations en électricité. Au premier semestre 2017, elles progresseraient plus nettement (+1,1 % par trimestre), bénéficiant notamment des livraisons de grands contrats militaires et navals.

Les importations ont nettement rebondi au troisième trimestre (+2,5 % après -1,7 %), particulièrement en biens manufacturés (+1,9 % après -1,1 %) et en hydrocarbures bruts (+24,9 % après -13,9 %). Au quatrième trimestre, elles ralentiraient nettement par contre-coup (+0,2 %) puis au premier semestre 2017, elles retrouveraient un rythme de progression plus en phase avec la demande intérieure (+0,6 % fin 2016 puis +1,0 % en moyenne par trimestre).

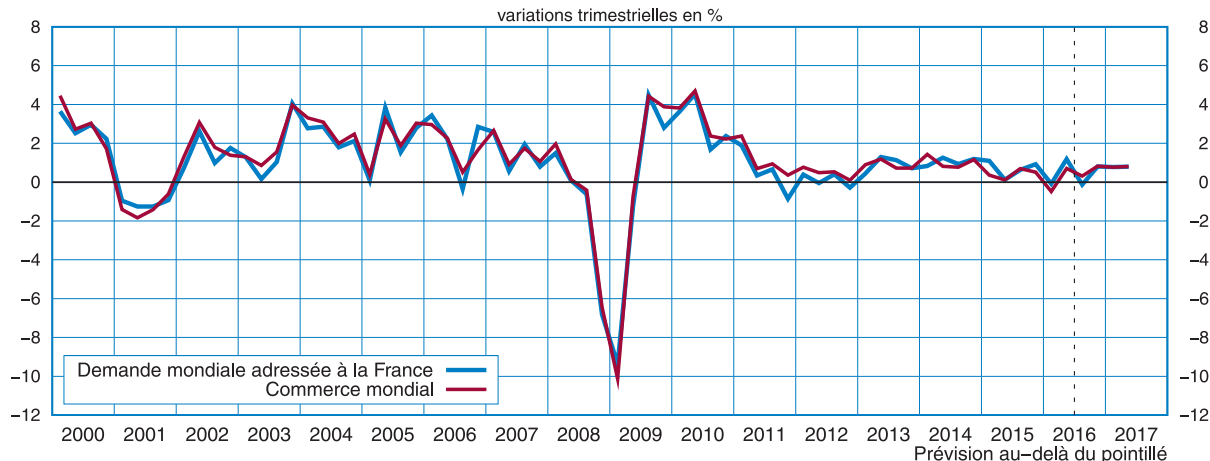
Après avoir pesé sur la croissance au troisième trimestre 2016 (-0,6 point), la contribution du commerce extérieur redeviendrait neutre dès le quatrième trimestre. En moyenne annuelle en 2016, les échanges extérieurs grèveraient la croissance de 0,7 point, plus nettement qu'en 2015 (-0,3 point).

## Le commerce mondial retrouverait de l'élan d'ici mi-2017

Le commerce mondial a de nouveau modérément progressé au troisième trimestre (+0,3 % après +0,7 %, *graphique 1*), après un premier trimestre de repli des importations mondiales (-0,5 %). En effet, les importations des pays avancés ont retrouvé un peu de vigueur à l'été, en particulier hors de la zone euro. En revanche celles des pays émergents ont nettement ralenti. D'ici mi-2017, le commerce mondial progresserait de 0,8 % en moyenne par trimestre, à la faveur d'un dynamisme accru des importations des pays avancés, notamment américaines, et d'une accélération graduelle de celle des pays émergents. En moyenne sur l'année, le commerce mondial ralentit fortement en 2016 et sa croissance serait la plus faible depuis 2009 (+1,2 % après +2,4 % en 2015) ; il retrouverait de l'élan en 2017 (+2,3 % d'acquis de croissance à mi-année).

La demande mondiale adressée à la France a calé au troisième trimestre (-0,1 % après +1,2 %, *graphique 2*), du fait du repli des importations espagnoles et britanniques. D'ici mi-2017, la demande mondiale adressée à la France progresserait au même rythme que le commerce mondial (+0,8 % par trimestre). Compte tenu de la composition géographique des exportations françaises, la demande mondiale adressée à la France proviendrait surtout de ses partenaires de la zone euro.

1 - Demande mondiale adressée à la France et commerce mondial



Sources : prévision Insee, DG Trésor

## Les exportations augmenteraient de nouveau faiblement au quatrième trimestre 2016

Au troisième trimestre 2016, les exportations totales de la France ont modestement rebondi (+0,5 % après -0,1 %). En effet, les exportations de produits manufacturés ont crû un peu plus vite (+1,1 % après +0,8 %), avec notamment un rebond des « autres produits industriels » (+1,7 % après -0,9 %), des produits agroalimentaires (+3,7 % après -0,6 %) et des produits issus du raffinage (+6,3 % après -13,0 %). En revanche, les exportations de matériels de transport se sont contractées (-1,7 % après +8,9 %), principalement par contrecoup de la livraison du paquebot *Harmony of the Seas* au deuxième trimestre. Enfin, les ventes agricoles se sont effondrées du fait des mauvaises récoltes (-17,5 %).

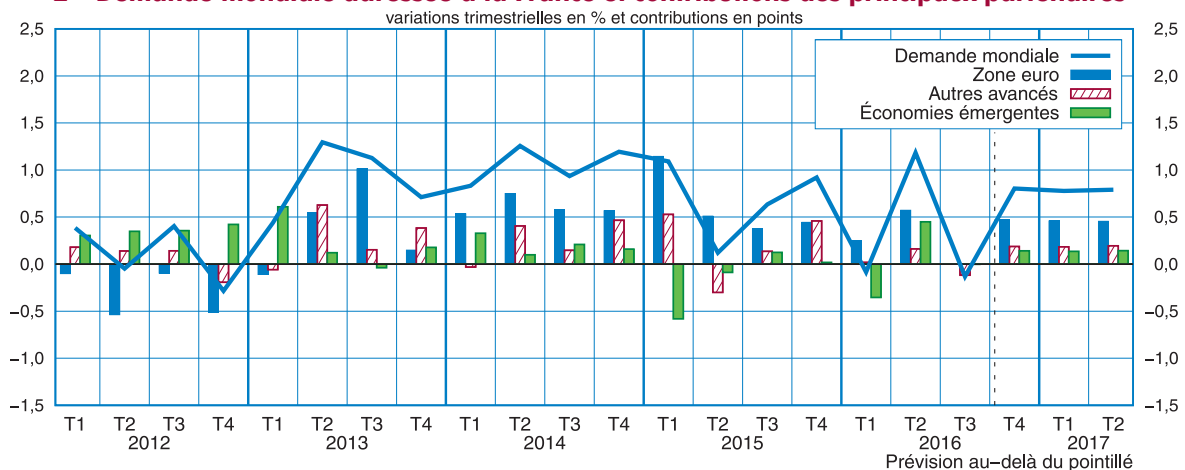
Au quatrième trimestre, les exportations de biens et services progresseraient de nouveau légèrement (+0,3 %). Les exportations manufacturières

ralentiraient à nouveau (+0,4 %, *graphique 3*) et les exportations de produits agricoles se contracteraient encore un peu (-2,0 %). En outre, les exportations d'énergie chuteraient nettement (-10,0 %), en raison de l'arrêt de plusieurs centrales nucléaires pour contrôles. Par ailleurs les exportations de services resteraient soutenues (+1,0 %).

Au premier semestre 2017, les exportations bénéficieraient du dynamisme de la demande mondiale adressée à la France, ainsi que de la livraison de grands contrats militaires et navals (+1,1 % par trimestre). Les exportations manufacturières progresseraient de 1,2 % en moyenne par trimestre et les exportations de services de 0,9 %.

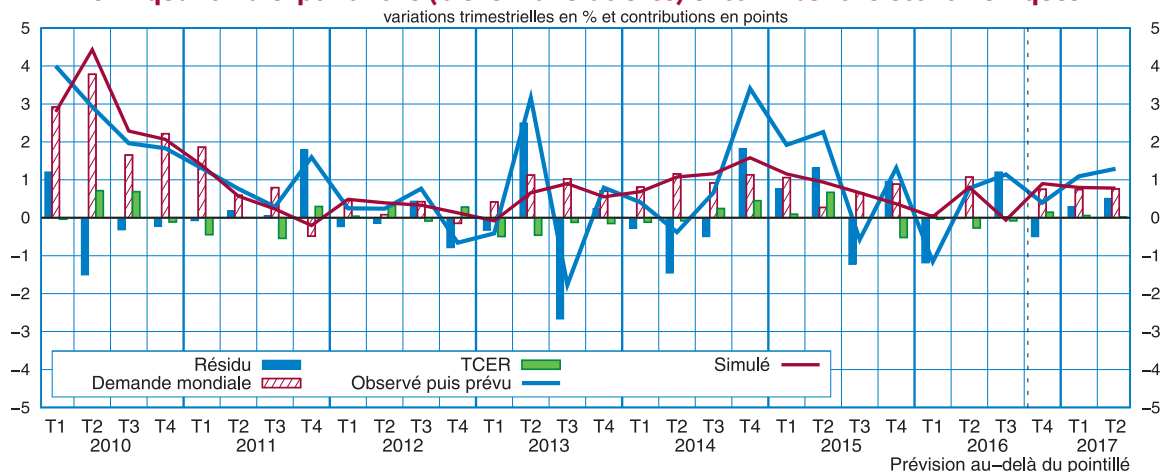
En moyenne annuelle, les exportations décéléreraient nettement en 2016 (+0,6 % après +6,0 % en 2015) mais retrouveraient un peu du tonus en 2017 : à l'issue du premier semestre, l'acquis de croissance serait de +2,4 %.

## 2 - Demande mondiale adressée à la France et contributions des principaux partenaires



Sources : prévision Insee, DG Trésor

## 3 - Équation d'exportations (biens manufacturés) et contributions économétriques



Note – TCER : taux de change effectif réel

Sources : Insee, DG Trésor

## Les importations ralentiraient nettement au quatrième trimestre 2016

Au troisième trimestre 2016, les importations françaises ont nettement rebondi (+2,5 % après -1,7 %). Ce dynamisme provient d'une part des achats de produits manufacturés (+1,9 % après -1,1 %), en particulier en biens d'équipements (+2,1 % après -1,3 %) et en matériels de transport (+6,8 % après -0,2 %), et d'autre part des importations d'hydrocarbures bruts qui ont fortement rebondi (+24,9 % après -13,9 %), en raison de la reprise de l'activité dans les raffineries françaises après les blocages des mois de mai et juin.

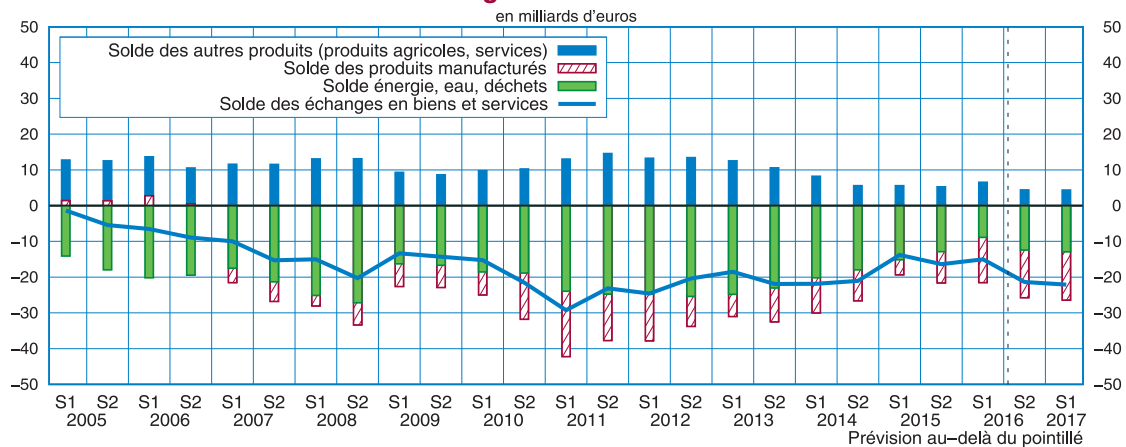
Au quatrième trimestre 2016, les importations décéléreraient (+0,2 %), en particulier en produits manufacturés (+0,2 %). En outre, les importations d'hydrocarbures bruts se replieraient (-3,0 %), en raison d'une nouvelle baisse attendue de l'activité dans les raffineries.

Au premier semestre 2017, les importations augmenteraient de 1,0 % par trimestre en moyenne, retrouvant un rythme plus en phase avec la progression de la demande intérieure.

En moyenne annuelle, les importations ralentiraient en 2016 (+2,8 % après +6,4 % en 2015), nettement moins toutefois que les exportations. Le commerce extérieur pèserait donc sur la croissance en 2016 (-0,7 point après -0,3 point en 2015). D'ici mi-2017, sa contribution à la croissance serait neutre chaque trimestre (*tableau*).

En 2016 et d'ici mi-2017, le déficit en valeur des échanges de biens et services ne se résorberait pas, du fait d'un creusement attendu du solde des échanges en produits manufacturés (*graphique 4*). ■

### 4 - Déficit des échanges extérieurs en biens et services



Source : Insee

### Prévision de croissance des échanges extérieurs

variations en % aux prix de l'année précédente chaînés, contributions en points

	Variations trimestrielles						Variations annuelles		
	2016				2017		2015	2016	2017 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Exportations</b>									
Ensemble des biens et services	-0,5	-0,1	0,5	0,3	1,1	1,1	6,0	0,6	2,4
Produits manufacturés (68 %*)	-1,2	0,8	1,1	0,4	1,1	1,3	6,6	1,4	3,2
<b>Importations</b>									
Ensemble des biens et services	0,3	-1,7	2,5	0,2	0,9	1,1	6,4	2,8	2,7
Produits manufacturés (68 %*)	1,3	-1,1	1,9	0,2	1,2	1,2	6,4	4,9	3,0
<b>Contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,1</b>

■ Prévission

\* Part des exportations (respectivement, importations) de produits manufacturés dans les exportations (respectivement, importations) totales, en 2015.

Source : Insee

# Emploi

L'emploi marchand non agricole a un peu accéléré au troisième trimestre 2016 (+51 000, après +29 000 au deuxième trimestre), porté principalement par l'intérim. Il ralentirait légèrement d'ici mi-2017 car l'effet d'enrichissement de la croissance en emplois lié aux mesures d'abaissement du coût du travail s'amoinerait. Au total, 157 000 emplois marchands seraient ainsi créés sur un an fin 2016 (après une hausse de 99 000 en 2015), puis 60 000 durant la première moitié de 2017.

Dans les secteurs non marchands, l'emploi continuerait d'augmenter modérément au premier semestre 2017 (+8 000, comme au second semestre 2016) : le nombre de bénéficiaires de contrats aidés serait quasi stable, l'emploi public non aidé continuerait de baisser, mais sa composante privée resterait dynamique. Au total, 188 000 emplois seraient créés en 2016 et 70 000 au premier semestre 2017.

## L'emploi marchand ralentirait légèrement au premier semestre 2017

Au deuxième trimestre 2016, l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles a augmenté de 29 000, avant d'accélérer légèrement au troisième trimestre (+51 000) du fait de l'intérim. Dès le quatrième trimestre 2016, il retrouverait quasiment son rythme antérieur (+30 000 en moyenne par trimestre, [tableau 1](#)). Les effectifs intérimaires se stabiliseraient, tandis que les

créations d'emploi conserveraient leur allant dans le tertiaire hors intérim. Par ailleurs, l'emploi progresserait lentement dans la construction et les pertes d'effectifs resteraient modérées dans l'industrie.

La hausse de l'emploi dans les secteurs marchands serait un peu plus faible au premier semestre 2017 qu'en moyenne en 2016 ([graphique 1](#)). Le crédit d'impôt sur la compétitivité et l'emploi (CICE) et le Pacte de responsabilité et solidarité (PRS) enrichiraient un peu moins la croissance en emplois au premier semestre 2017 (environ 20 000 emplois) qu'au second semestre 2016 (environ 30 000 emplois). D'une part, l'effet sur l'emploi de l'extension du taux de CICE de 6 % à 7 % au 1<sup>er</sup> janvier 2017 serait faible avant mi-2017 ; d'autre part, l'extension des allègements de cotisations sociales du PRS au 1<sup>er</sup> avril 2016 aurait un effet limité parce que ces allègements ne sont pas ciblés sur les bas salaires (entre 1,6 et 3,5 Smic). Toutefois, la prime à l'embauche pour les petites et moyennes entreprises, qui sera maintenue en 2017, continuerait d'enrichir la croissance de près de 20 000 emplois supplémentaires au premier semestre 2017. Au total, les politiques d'enrichissement de la croissance en emploi génèreraient 40 000 emplois au premier semestre 2017 contre 50 000 au second semestre 2016. Ainsi, après avoir crû de 80 000 au second semestre 2016, l'emploi marchand progresserait de 60 000 en première moitié d'année 2017.

Tableau 1

## Évolution de l'emploi

en milliers, CVS

	2016				2017		2016 S1	2016 S2	2017 S1	2015	2016	Niveau fin 2015
	T1	T2	T3	T4	T1	T2						
<b>Secteurs principalement marchands non agricoles (1) dont :</b>	<b>47</b>	<b>29</b>	<b>51</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>30</b>	<b>76</b>	<b>80</b>	<b>60</b>	<b>99</b>	<b>157</b>	<b>15968</b>
Industrie	-6	-8	-5	-6	-6	-6	-14	-11	-12	-36	-25	3122
Construction	-2	-2	0	1	1	1	-4	1	2	-34	-3	1314
Intérim	1	0	30	0	2	3	1	30	5	50	30	585
Tertiaire essentiellement marchand hors intérim	54	39	27	34	32	32	93	61	65	119	154	10946
<b>Salariés agricoles</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	
<b>Tertiaire principalement non marchand</b>	<b>13</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>23</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>24</b>	<b>31</b>	
<b>Non-salariés</b>	<b>-1</b>	<b>-1</b>	<b>-1</b>	<b>-1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-2</b>	<b>-2</b>	<b>0</b>	<b>-8</b>	<b>-4</b>	
<b>EMPLOI TOTAL</b>	<b>60</b>	<b>39</b>	<b>54</b>	<b>34</b>	<b>34</b>	<b>36</b>	<b>99</b>	<b>88</b>	<b>70</b>	<b>116</b>	<b>188</b>	

Prévision

(1) secteurs DE à MN + RU

Source : Insee



## L'intérim se stabiliserait et l'emploi tertiaire hors intérim resterait bien orienté

Après s'être stabilisé au premier semestre 2016 (+1 000), l'emploi intérimaire a vivement augmenté au troisième trimestre (+30 000). Compte tenu des perspectives d'emploi indiquées par les chefs d'entreprises du secteur, l'emploi intérimaire se stabiliserait fin 2016 avant de repartir modestement début 2017.

Dans le secteur tertiaire marchand hors intérim, le jugement des chefs d'entreprise sur l'évolution de leurs effectifs demeure bien orienté. L'emploi progresserait ainsi sur un rythme similaire en seconde partie d'année 2016 (+61 000) et au premier semestre 2017 (+65 000, graphiques 2 et 3).

Au total, l'emploi dans le tertiaire (y compris intérim) continuerait d'augmenter sur le même rythme au second semestre 2016 (+90 000 après +94 000 au premier semestre). Il ralentirait un peu au premier semestre 2017, avec +70 000 emplois.

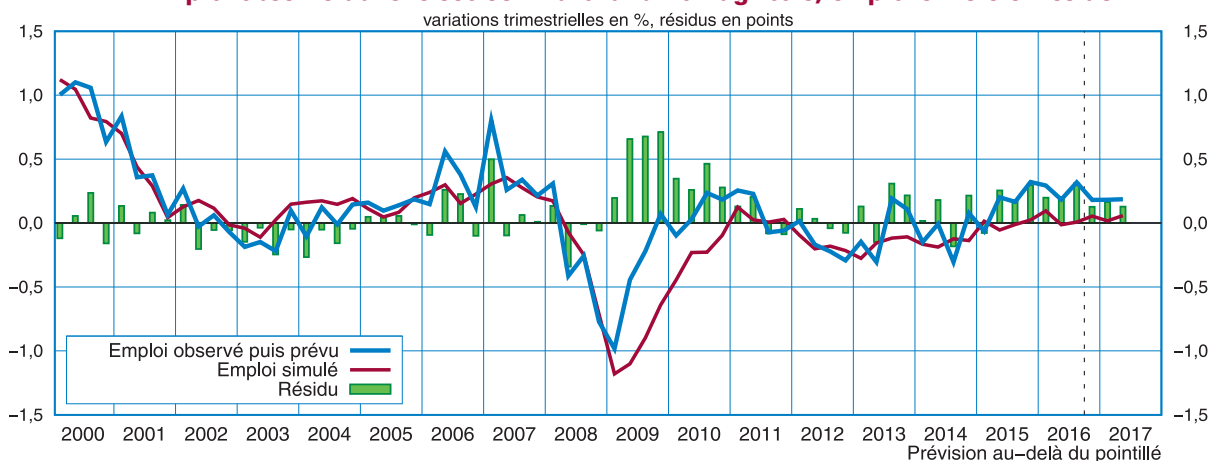
## Les destructions d'emplois dans l'industrie resteraient modérées

Les pertes nettes d'emplois industriels se sont poursuivies au troisième trimestre 2016 mais ont été un peu moins marquées qu'en première partie d'année (-5 000, après -14 000 au premier semestre). Les anticipations des industriels en termes d'emploi suggèrent que les destructions d'emploi garderaient un rythme proche au quatrième trimestre 2016 et au premier semestre 2017 (-6 000 en moyenne par trimestre).

## L'emploi dans la construction cesse de baisser

L'emploi salarié dans la construction a baissé presque continûment depuis fin 2008. Le secteur a perdu 34 000 emplois en 2015 et 4 000 au premier semestre 2016. Au troisième trimestre 2016, il s'est stabilisé. Dans les enquêtes de conjoncture, les soldes d'opinion sur les effectifs prévus continuent de se redresser dans les travaux publics et sont nettement plus hauts qu'au

**1 - Emploi observé dans le secteur marchand non agricole, emploi simulé et résidu**

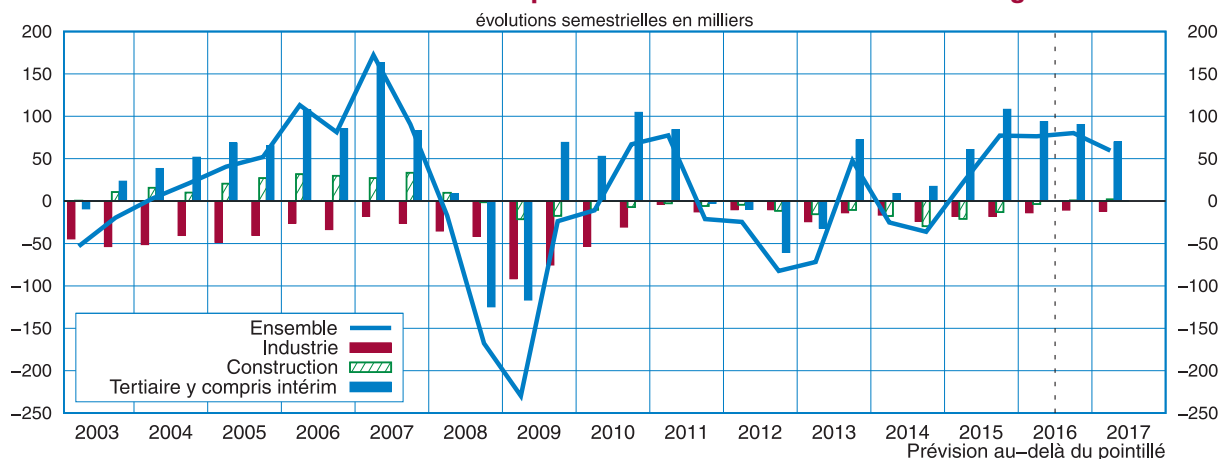


Lecture : le résidu de l'équation d'emploi est l'écart entre l'emploi observé et l'emploi simulé à partir des évolutions d'emploi et d'activité passées et courantes et des effets des politiques de l'emploi (y compris, sur la période récente, les effets du CICE, du PRS et du Plan pour l'emploi). Un résidu positif, comme en 2015, indique que l'emploi observé a évolué de façon plus favorable que ne le laissaient attendre ses déterminants.

Période d'estimation de l'équation : 1984-2009.

Source : Insee

**2 - Évolution semestrielle de l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles**



Source : Insee

printemps dans le bâtiment. Dans ce contexte, les effectifs augmenteraient timidement dans la construction d'ici mi-2017 (+1 000 par trimestre).

## L'emploi non marchand augmenterait modérément du fait de sa composante privée

L'emploi non marchand progresserait de 31 000 en 2016 (après +24 000 en 2015), porté par les contrats aidés (+16 000, *tableau 2*).

Il continuerait d'augmenter modérément au premier semestre 2017 (+8 000 emplois, comme au semestre précédent). D'une part, compte tenu du nombre d'entrées attendues en contrats aidés de type CUI-CAE1 et emplois d'avenir (200 000 environ en France métropolitaine, après plus de 230 000 au second semestre 2016), le nombre de bénéficiaires de contrats aidés resterait quasi stable en première moitié d'année 2017 (-1 000, comme au second semestre 2016). Parallèlement,

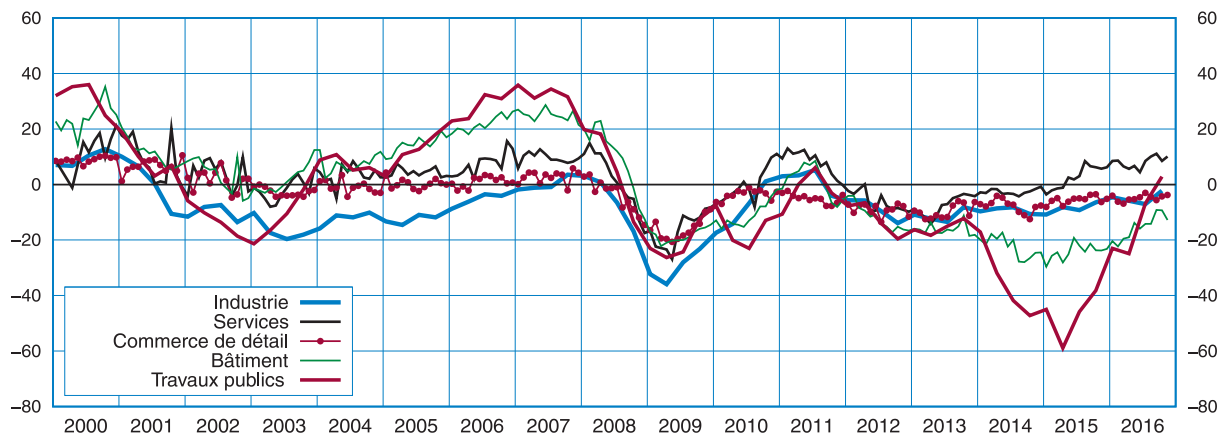
le nombre de personnes en service civique se stabiliserait. L'emploi public non aidé, quant à lui, continuerait de baisser modérément, notamment dans les collectivités locales. En revanche, la composante privée de l'emploi non marchand (enseignement, établissements de santé, etc.) continuerait de progresser solidement.

## L'emploi total augmenterait de 70 000 au premier semestre 2017

En tenant compte de l'emploi non salarié et des salariés agricoles, l'emploi total tous secteurs confondus augmenterait de 188 000 en 2016 (après +116 000 en 2015), avec un léger ralentissement au second semestre (+88 000, après +99 000). Il serait un peu moins dynamique au premier semestre 2017 (+70 000) car l'emploi marchand ralentirait légèrement avec des effets d'enrichissement de la croissance en emplois liés au CICE ainsi qu'au PRS un peu moins importants. D'autre part, l'emploi non marchand augmenterait encore modérément du fait de sa composante privée. ■

1. « Les contrats aidés en 2015 », *Note de conjoncture*, mars 2016, p. 80-81.

### 3 – Soldes d'opinion des chefs d'entreprise sur les effectifs prévus



Source : Insee, enquêtes de conjoncture

Tableau 2

### Variation du nombre de bénéficiaires de contrats aidés et de service civique dans le secteur non marchand

en milliers

	2016				2017		2016		2017 S1	2015	2016
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	S1	S2			
Emplois d'avenir	-2	-4	-4	-1	1	1	-6	-4	1	5	-11
CUI-CAE y compris ACI*	16	7	1	3	-2	-1	23	4	-3	17	26
Contrats de service civique	2	2	3	4	0	0	4	7	0	8	11
<b>Total</b>	<b>16</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>-2</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>6</b>	<b>-2</b>	<b>30</b>	<b>26</b>

■ Préviation

\* Depuis juillet 2014, les embauches en ateliers et chantiers d'insertion (ACI) ne sont plus effectuées sous forme de contrat unique d'insertion - contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) mais de contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI). Néanmoins, de façon à suivre les emplois aidés sur un périmètre constant, les prévisions de CUI-CAE présentées ici incluent les ACI.

Champ : France métropolitaine

Sources : Dares, tableau de bord des politiques de l'emploi, calculs Insee

# Chômage

Après avoir nettement baissé au deuxième trimestre 2016, le nombre de chômeurs a légèrement augmenté au troisième trimestre (+31 000 en France métropolitaine). Le taux de chômage au sens du BIT a atteint 9,7 % de la population active, après 9,6 % au deuxième trimestre et 10,1 % un an plus tôt. En incluant les départements d'outre-mer, il s'est établi à 10,0 %, après 9,9 % au trimestre précédent et 10,5 % un an auparavant.

A l'horizon de la prévision, le taux de chômage diminuerait à nouveau légèrement et s'établirait à 9,5 % mi-2017 en France métropolitaine (9,8 % sur l'ensemble de la France hors Mayotte).

## Le taux de chômage a légèrement augmenté au troisième trimestre 2016 mais reste moins élevé qu'un an auparavant

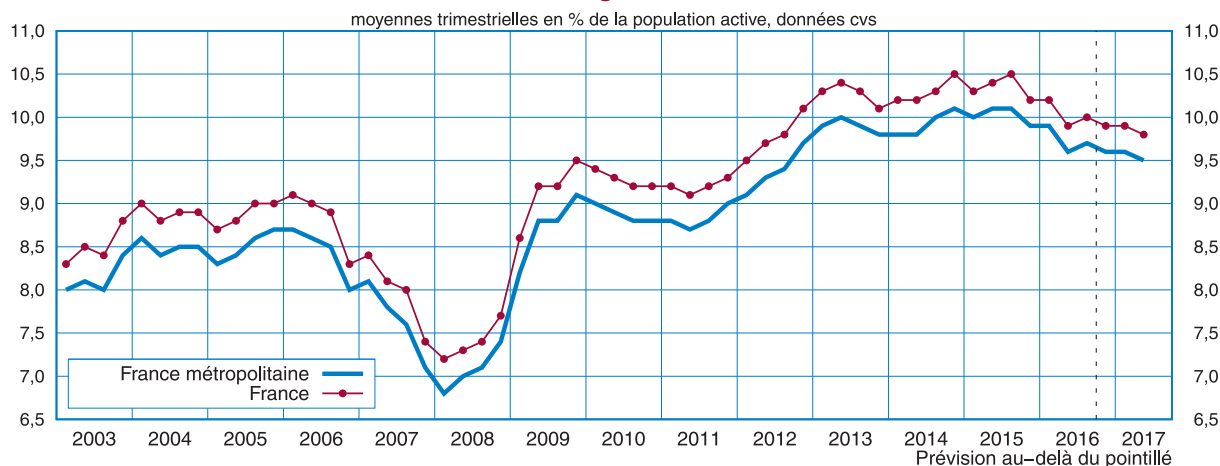
Au troisième trimestre 2016, en France métropolitaine, le nombre de chômeurs s'est accru de 31 000, après avoir diminué de 69 000 au trimestre précédent (tableau). Le taux de chômage s'est ainsi établi à 9,7 % de la population active, après 9,6 % au deuxième trimestre 2016 (graphique). Sur un an, le nombre de chômeurs a baissé de 118 000 au troisième trimestre, soit -0,4 point. Sur l'ensemble de la France (hors Mayotte), le taux de chômage a atteint 10,0 %, après 9,9 % au deuxième trimestre 2016 et 10,5 % un an plus tôt. Le halo autour du chômage<sup>1</sup> a diminué de 26 000 personnes entre le deuxième et le troisième trimestre 2016 ; par rapport au troisième trimestre 2015, il a augmenté de 70 000 personnes.

## Le taux de chômage continue de baisser chez les hommes

Entre les deuxième et troisième trimestres 2016, le taux de chômage a augmenté pour les femmes (+0,4 point) et diminué pour les hommes (-0,2 point). Les variations sur un an diffèrent aussi : entre les troisième trimestres 2015 et 2016, le taux de chômage des hommes a diminué de 1,0 point, tandis que celui des femmes s'est accru de 0,2 point. Au troisième trimestre 2016, le taux de chômage des hommes a ainsi rejoint celui des femmes (9,7 %), alors qu'il était plus élevé depuis mi-2012, l'écart atteignant même +1,2 point au troisième trimestre 2015. Depuis la crise économique de 2008-2009, le taux de chômage des hommes avait davantage augmenté que celui des femmes, les destructions d'emploi ayant surtout touché l'industrie et la construction, secteurs où l'emploi est majoritairement masculin. En revanche, depuis un an, les dynamiques relatives de l'emploi par secteur, notamment la meilleure orientation conjoncturelle de la construction qui n'en détruit plus (fiche Emploi), bénéficient plus aux hommes qu'aux femmes.

1. Le halo autour du chômage est composé de personnes inactives au sens du BIT : il s'agit des personnes qui recherchent un emploi mais qui ne sont pas disponibles, et des personnes qui souhaitent travailler mais qui ne recherchent pas d'emploi, qu'elles soient disponibles ou non.

## Taux de chômage au sens du BIT



## Le taux de chômage des jeunes augmente de nouveau

Le taux de chômage des 15-24 ans a augmenté de 1,2 point entre les deuxième et troisième trimestres 2016, et de 0,8 point par rapport au troisième trimestre 2015. Il s'est établi à 25,1 % au troisième trimestre 2016, un niveau proche du pic atteint fin 2012 (25,4 %). L'emploi des jeunes a en partie été pénalisé par le recul du nombre de bénéficiaires d'emplois d'avenir, dédiés à ceux d'entre eux qui sont sans qualification ou peu diplômés.

Le taux de chômage des 50 ans et plus s'est accru de 0,5 point par rapport au trimestre précédent et retrouve son niveau de l'été 2015 (7,0 %). À l'inverse, le taux de chômage des 25-49 ans a baissé de 0,2 point entre les deuxième et troisième trimestres 2016. Sur un an, il a diminué de 0,8 point.

## Le taux de chômage diminuerait d'ici mi-2017

En 2016, la population active augmenterait de 126 000, après +39 000 en 2015. La hausse de la population active provient principalement de l'accroissement tendanciel de la population en âge de travailler ; elle serait cependant freinée par la poursuite des départs à la retraite anticipée, dans le cadre du dispositif spécifique aux carrières longues, et par le plan de formation des demandeurs d'emploi annoncé début 2016 et qui monte en charge depuis le printemps. Au premier semestre 2017, même si l'effet de ces deux dispositifs s'atténuerait, la population active augmenterait de nouveau un peu moins vite (+49 000) que sa hausse spontanée (+60 000). Au total, les créations nettes d'emploi (+69 000 au premier semestre 2017) dépasseraient légèrement la progression attendue de la population active et le taux de chômage diminuerait à nouveau : mi-2017, il s'établirait à 9,5 % de la population active en France métropolitaine, et à 9,8 % sur l'ensemble de la France (hors Mayotte). ■

## Évolutions de la population active, de l'emploi et du chômage en France métropolitaine

en milliers CVS et en %

	Variations trimestrielles										Variations annuelles					
	2015				2016				2017		2013	2014	2015	2016	2017 S1	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2						
Population des 15-64 ans	-17	-15	-12	-10	-9	-8	-9	-10	2	2	-81	-78	-54	-36	4	
Population des 15-59 ans	-13	-9	-5	-1	1	1	1	-1	0	0	-57	-49	-28	1	0	
<b>Population active</b>	<b>-42</b>	<b>64</b>	<b>51</b>	<b>-33</b>	<b>52</b>	<b>-19</b>	<b>78</b>	<b>16</b>	<b>24</b>	<b>25</b>	<b>126</b>	<b>149</b>	<b>39</b>	<b>126</b>	<b>49</b>	
dont :																
(a) Contribution de la population et du taux d'activité tendanciel	32	32	32	32	31	31	31	31	30	30	120	135	128	123	60	
(b) Effets estimés des politiques publiques	-2	-2	-2	-1	-4	-9	-18	-15	-6	-5	-22	-18	-8	-46	-10	
(c) Autres fluctuations de court terme (résidu)	-72	34	21	-64	25	-40	64	0	0	0	28	32	-80	50	0	
<b>Emploi</b>	<b>14</b>	<b>18</b>	<b>30</b>	<b>40</b>	<b>60</b>	<b>50</b>	<b>47</b>	<b>44</b>	<b>34</b>	<b>35</b>	<b>124</b>	<b>25</b>	<b>102</b>	<b>200</b>	<b>69</b>	
Rappel : Emploi en fin de période (cf. fiche « Emploi »)	-3	40	20	59	60	39	54	34	34	36	180	-4	116	188	70	
<b>Chômage BIT</b>	<b>-56</b>	<b>45</b>	<b>21</b>	<b>-73</b>	<b>-8</b>	<b>-69</b>	<b>31</b>	<b>-28</b>	<b>-10</b>	<b>-10</b>	<b>2</b>	<b>124</b>	<b>-63</b>	<b>-74</b>	<b>-20</b>	
	Moyenne trimestrielle										Moyenne au dernier trimestre de la période					
<b>Taux de chômage BIT (%)</b>																
France métropolitaine	10,0	10,1	10,1	9,9	9,9	9,6	9,7	9,6	9,6	9,5	9,8	10,1	10,1	9,9	9,6	9,5
France (y compris Dom)	10,4	10,4	10,5	10,2	10,2	9,9	10,0	9,9	9,9	9,8	10,1	10,5	10,2	9,9	9,8	

■ Préviation

Notes :

- la ligne Emploi présente les variations du nombre de personnes en emploi en moyenne trimestrielle en cohérence avec les autres données du tableau ;
- emploi et chômage ne sont pas estimés sur des champs strictement équivalents : population totale pour l'emploi, population des ménages (hors collectivités) pour le chômage. L'impact de cette différence de champ étant très faible (la population hors ménages représente moins de 1 % de la population active), elle est négligée ici pour l'exercice de prévision du chômage.
- en (a), la contribution de la démographie et des comportements d'activité tendanciels intègre tous les effets des réformes des retraites, jusqu'à celle de 2010 incluse.

Source : Insee